

Job envahit le conseil municipal

LE FAIT DU JOUR

Les Job ont forcé la porte du maire

Nouveau coup d'éclat des salariés de Job-Parilux, hier matin. Ils se sont invités bruyamment au conseil municipal de Toulouse. Et ils ont été reçus par Dominique Baudis

Les salariés de Job-Parilux ont enfin rencontré le maire de Toulouse. Après plusieurs semaines de conflit, ils ont fait la connaissance de Dominique Baudis, hier matin. Il leur a fallu pour cela une bonne dose de détermination.

Vers 10 heures, les Job ont envahi la salle du conseil municipal où la séance devait commencer. Une invasion très bruyante. Les manifestants avaient apporté une large plaque de fer sur laquelle ils tapaient vigoureusement.

Les élus de la majorité étaient rares à avoir pris place. Le maire se faisait attendre, mais les salariés de Job étaient bien décidés à le voir.

Ils se dirigèrent donc en force vers son bureau, pénétrant dans l'antichambre puis dans le salon rouge où ils butèrent sur les députés Diebold et Didier qui barraient l'accès au bureau de Dominique Baudis dont la porte restait close.

Au balcon

Mais le maire accepta enfin de s'entretenir avec une délégation. Devant le Capitole, une bonne centaine de manifestants



Les Job au balcon du Capitole.

était rassemblée sur la place où toute trace du grand déballage de papier et de bleu de méthylène de la veille au soir avait disparu (Lire « La Dépêche du Midi » d'hier).

Quelques salariés occupaient le balcon et annonçaient : « On ne partira que quand nous aurons obtenu du positif ».

L'entretien auquel assistait également Jean-Claude Paix et Michel Valdiguié, délégués par Dominique Baudis pour suivre le dossier Job, a duré une bonne heure.

« Les politiques nous ont dit qu'ils ne sont pour rien dans la décision de l'administrateur judiciaire d'accepter la solution de reprise proposée par Scheufe-

len », a commenté Yves Gallardo, le secrétaire du comité d'entreprise. « M. Baudis nous a dit qu'il allait essayer de voir l'administrateur et qu'il interpellerait le ministre de l'Industrie, M. Galland pour qu'il gèle la décision de l'administrateur et qu'il nous laisse un peu de temps pour que le problème Job soit reconsidéré ».

Table ronde

« J'ai téléphoné au directeur de cabinet de M. Galland pour qu'il cherche autant que possible une hypothèse de reprise », nous a assuré Dominique Baudis. « J'ai aussi pris contact avec l'administrateur judiciaire qui souhaite organiser une table ronde de la semaine prochaine ».

Apparemment donc, cela va dans le sens souhaité par la Filpac-CGT qui veut « faire la démonstration que cette usine peut être viable tout en sachant que socialement il y aura de la casse », comme l'expliquait Yves Gallardo.

En fin de matinée, les Job ont levé le camp sans pour autant être véritablement rassérénés. Ils ont appris à être prudents.

« On va vite voir si ce que nous a dit le maire sera suivi d'effets », remarquait un syndicaliste.

Les élus, eux, n'ont entamé leur séance qu'à 14 heures dans un Capitole où les entrées étaient désormais filtrées par la police.

Philippe BERNARD